

Équateur: discrimination et infractions des droits au travail (14.11.11)

Bruxelles, le 14 novembre 2011 (CSI en ligne): Un nouveau rapport de la Confédération syndicale internationale (CSI) sur les normes fondamentales du travail en Équateur, publié pour coïncider avec l'examen, par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), des politiques commerciales du pays, révèle de sérieux problèmes liés aux droits syndicaux, des cas de discrimination et plusieurs autres infractions aux droits du travail.

La main-d'œuvre équatorienne ne bénéficie que de droits limités en matière d'organisation, de négociation collective et de grève. Les employeurs recourent à la sous-traitance et à la mise en place d'associations qu'ils contrôlent pour affaiblir le pouvoir de négociation des travailleuses et des travailleurs.

Les personnes d'origine autochtone ou afro-équatorienne sont victimes de discrimination dans l'emploi, principalement au moment de l'embauche. La discrimination fondée sur le sexe est également présente: le rapport conclut à un fort niveau de ségrégation verticale dans les services sociaux et de soins de santé, au niveau de l'administration publique, des autorités municipales et des conseils provinciaux au sein desquels les femmes occupent les postes les moins bien rémunérés.

Le rapport montre également qu'en dépit de quelques efforts du gouvernement pour éradiquer le travail des enfants, 367 000 enfants de 5 à 14 ans travaillent illégalement. Il note l'existence de la prostitution et de la mendicité forcées, ainsi que de l'esclavage domestique, phénomènes qui touchent particulièrement les enfants.

Lire le rapport complet (en anglais): <http://www.ituc-csi.org/report-for-the-wto-general-council,10063.html?lang=en>

La CSI représente 175 millions de travailleuses et de travailleurs au travers de 308 organisations nationales de 153 pays et territoires.

Links

[ITUC-CSI](#)